



A Val de Reuil, le 17/01/2023

Chronique d'une noyade annoncée

L'ALIP de Val de Reuil a pu vous interpeller par des lettres ouvertes à plusieurs reprises. Nous n'épiloguerons pas sur l'absence de réponse de votre part et nous nous contenterons de croire que vous nous avez lu avec considération.

Aujourd'hui notre équipe de CPIP se voit de nouveau saisir la plume pour espérer obtenir votre attention.

La situation de notre antenne n'a pas changé. Malgré les alertes sur les départs non remplacés de collègues CPIP, de l'absence d'ASS au sein de notre service, nous en sommes aujourd'hui toujours au même point. Alors que la politique pénitentiaire veut que les établissements pour peine se remplissent, avec un objectif de taux de remplissage de 98%, notre service reste sinistré. Si les RPO préconisent l'affectation de 50 dossiers par CPIP, la réalité de notre terrain veut que 3,60 ETP gèrent à eux seuls une des deux divisions de l'établissement : soit jusqu'à 110 dossiers pour un seul CPIP. Rappelons que les profils confiés à notre établissement et service ne sont pas des plus « légers ».

Sur l'autre division, un CPIP doit gérer une soixantaine de dossier dont la moitié sont en cours de démarche active (DC, LSC, LSCA, TAP, PS).

Mais laissons de côté les calculs mathématiques, nous savons qu'une charge de travail ne s'évalue pas au nombre de dossier affecté.

Il est terrifiant aujourd'hui de constater que le plus grand centre de détention d'Europe, sur lequel la région parisienne a un droit de tirage de 75%, fléché AICS, VIF, TIS, DCSR, et dont un Quartier Courte Peine est en cours de labellisation, semble ébranlé en son cœur. Après une inspection récente de l'établissement par une mission spéciale, durant laquelle il a peut-être été mis en avant des difficultés RH parmi le personnel de surveillance, difficultés que nous constatons tous les jours en détention, mais surtout des problèmes de sécurité, qui pourraient prendre des dimensions plus dramatiques encore. **En effet, l'ALIP continue de constater et de déplorer l'insécurité dans laquelle nous travaillons. Aujourd'hui nous vous interpellons, le doigt posé sur notre API dysfonctionnelle, pour obtenir de notre administration, les moyens d'assurer notre sécurité à tous et ainsi éviter des drames.**

Nous vous écrivons aujourd'hui épuisés, en perte de sens de notre métier face à l'impossibilité d'exercer dans de bonnes conditions nos missions, avec le sentiment même d'alimenter les facteurs de risques de récidive de par nos prises en charge de fait lacunaires.

Et tout ça jusqu'à 70 ans ?!